

Direction Risques Industriels  
*Unité inter-départementale de l'Aude et des Pyrénées-Orientales*  
*Cellule Contrôles Techniques et Environnement Sud*  
2, rue Jean RICHEPIN  
BP 60079  
66050 PERPIGNAN Cedex

Perpignan, le 13/09/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/09/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **LAFARGE GRANULATS (Carrière du QUINTOU)**

RD 612 34750 Villeneuve-lès-Maguelone

Réf : 2023-129-PR  
Code AIOT : 0006601371

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/09/2023 sur la carrière dite du « Quintou » incluse dans l'autorisation de la société LAFARGE GRANULATS, située sur la commune de Baixas. L'inspection a été annoncée le 13/07/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'autorisation concernant la carrière principale exploitée par la société LAFARGE sur la commune de Baixas a été renouvelée par arrêté du 02/07/2021.

Par contre l'autorisation sur la carrière du Quintou incluse dans la précédente autorisation mais non exploitée depuis les années 1970 a été refusée puisqu'il est apparu lors de l'instruction que la société Lafarge ne disposait pas de la maîtrise foncière pour 3 parcelles situées sur ce site.

L'article 1.1.2 de l'arrêté du 02/07/2021 a fixé un délai de 6 mois à l'exploitant pour finaliser la remise en état de la carrière du Quintou et déposer son dossier d'arrêt définitif.

La société Lafarge a transmis le dossier de notification de mise à l'arrêt définitif de la carrière dite du Quintou en avril 2022 et en suivant une première visite de cette ancienne carrière a été réalisée le 27/04/2022 au cours de laquelle il a notamment été constaté que :

- le dossier déposé ne répondait pas à la demande de l'article 1.1.2 ;
- l'exploitant doit renforcer les mesures pour empêcher l'accès au site ;
- l'exploitant doit s'assurer de la mise en sécurité des fronts.

La présente visite a pour objet de faire le point sur l'état d'avancement de ce dossier.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAFARGE GRANULATS (Carr BAIXAS)
- lieux-dits : Cami Ral et Papelauque 66390 Baixas
- Code AIOT : 0006601371

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Initialement la société PROVIA SA a été autorisée par arrêté du 10/11/1972 à exploiter une carrière de calcaire située sur la commune de BAIXAS aux lieux-dits « Las Espereres » et Serrat de la Pietat ». La société EURL « les carrières de BAIXAS et de l'AGLY », a été autorisée par arrêté du 26/07/1991 à poursuivre et étendre l'exploitation de cette carrière de calcaire pour une production maximale de 2.000.000 tonnes par an et une durée de 30 ans (fin d'autorisation au 26/07/21).

Cette autorisation couvre une surface de 62,6 ha sur la commune de BAIXAS, répartie sur 2 sites distincts :

- 45,6 ha correspond à la zone en exploitation aux lieux-dits : « Las Espereres », « Le Fournas » et « Serrat de la Pietat »,
- 17 ha correspond à une ancienne exploitation (carrière du Quintou) et constitue une réserve de matériaux, aux lieux-dits : « Cami Ral » et « Papelauque ».

L'autorisation concernant la carrière principale a été renouvelée par arrêté du 02/07/2021 par contre l'autorisation sur la carrière du Quintou a été refusée puisqu'il est apparu lors de l'instruction que la société Lafarge ne disposait pas de la maîtrise foncière pour 3 parcelles situées sur ce site.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra

être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Notification de l'arrêt définitif de la carrière Quintou	Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 1.1.2 - 1.6.6 - 8.1.9	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
2	Interdiction ou limitation d'accès au site et aux zones dangereuses	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
3	Stabilité des fronts et sécurisation du site	Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 9.1.9.5	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'ayant corrigé l'ensemble des points de non-conformité relevés lors de l'inspection du 27/04/2023, l'inspection propose de mettre la société LAFARGE GRANULATS d'y remédier dans un délai fixé.

## 2-4) Fiches de constats

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, articles 1.1.2, 1.6.6 et 8.1.9
<b>Thème(s) :</b> Autre, Arrêt définitif carrière Quintou
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 1.1.2 Le renouvellement de l'autorisation de la carrière dite du Quintou est refusé. Dans un délai de 6 mois à compter de la signature du présent arrêté (soit le 02/01/2022) la société LafargeHolcim Granulats doit finaliser la remise en état et déposer un dossier d'arrêt définitif conformément aux dispositions des articles 1.6.6 et 8.1.9 du présent arrêté.  Article 1.6.6 Sans préjudice des mesures de l'article R. 512-74 du code de l'environnement, pour l'application des articles R. 512-39-1 à R. 512-39-5, l'usage à prendre en compte est le suivant : réaménagement en terrain naturel à vocation écologique.  Article 8.1.9.1 La remise en état des lieux prévue correspond à un réaménagement à caractère naturel et paysager conformément au plan joint en annexe 4. Les aménagements sont réalisés en concertation avec l'écologue en charge du suivi naturaliste du site afin qu'ils soient judicieusement choisis en fonction des résultats des suivis.
<b>Constats lors de la visite du 27/04/2022 :</b> L'autorisation de renouvellement de la carrière du Quintou ayant été refusée, cela a acté l'arrêt définitif de ce site, Le rapport ATDx du 01/04/2022 comprend les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• rappelle du contexte de l'arrêt définitif lié au refus du renouvellement de l'autorisation</li><li>• présentation succincte de la situation du site</li><li>• présentation des travaux réalisés et restant à réaliser</li><li>• confirmation de l'évacuation des produits et déchets présent sur le site</li><li>• information sur les mesures prises pour la maîtrise des risques liés au sol, aux eaux souterraines et superficielles</li><li>• conditions d'interdictions d'accès au site.</li></ul> La remise en état n'a pas été initiée.  Le rapport ATDx ne correspond pas au dossier d'arrêt définitif prévu par l'article R.512-39-3 (mémoire confirmant la réalisation des travaux et précisant les mesures prises pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement).
<b><u>Écart à corriger suite à l'inspection du 27/04/2022 :</u></b> La société LAFARGE doit déposer le mémoire prévu à l'article R.512-39-3 précisant : <ul style="list-style-type: none"><li>• l'ensemble des travaux réalisés dans le cadre de la remise en état ;</li><li>• les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation.</li></ul> Ce mémoire doit également comprendre un historique du site, l'identification des propriétaires et une explication sur le décalage entre les parcelles autorisées et la zone exploitée.  La société Lafarge doit respecter les modalités de réaménagement prévue par l'arrêté du 02/07/2022 ou déposer une demande de modification de l'arrêté sur la base d'un projet de réhabilitation du site. Dans le cas d'une modification des conditions de réaménagement l'avis des propriétaires et de la commune sur les nouvelles conditions de réaménagement est requis.

<p><b>Réponse de l'exploitant :</b>  L'exploitant a mandaté la société ATDX pour réaliser un complément au rapport du 01/04/2022 afin de répondre aux écarts relevés lors de l'inspection du 27/04/2022.</p> <p>Dans l'attente la société Lafarge a procédé au nettoyage et à l'enlèvement des anciennes infrastructures et déchets.</p>
<p><b>Constats lors de la visite du 12/09/2023 :</b>  Malgré plusieurs relances le dossier complémentaire n'a pas été transmis à l'inspection. L'exploitant n'a pas d'information sur l'échéance à laquelle la société ATDX va produire ce rapport complémentaire.</p> <p><u>Écart à corriger</u> : idem par rapport au constat de la visite du 27/04/2022</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> proposition de mise en demeure</p>

**N°2 :** Interdiction ou limitation d'accès au site et aux zones dangereuses, signalement des dangers

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Accès aux zones dangereuses</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Article 13 AM du 22/09/1994  Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.  L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des « zones de stockage des déchets d'extraction inertes » résultant du fonctionnement des carrières, d'autre part, à proximité des zones clôturées.</p> <p>Article 8.1.4 AP du 02/07/2021  Le bon état de la clôture et la présence des différentes pancartes [...] sont vérifiés, sur tout le pourtour du site, au moins une fois par an. Ces vérifications sont consignées sur un registre ouvert à cet effet.</p>
<p><b>Constats lors de l'inspection du 27/04/2022 :</b>  La carrière n'est plus exploitée depuis de très nombreuses années (à priori plus de 50 ans). Lors de l'arrêt le site n'a pas été remis en état, à priori dans la perspective d'une reprise d'activité.</p> <p>Il subsiste des fronts de hauteur importante, supérieurs à 20 m, résultant de l'ancienne exploitation qui peuvent présenter des dangers. Certains fronts sont dans des zones géologiques instables et des effondrements localisés peuvent être constatés.  L'accès principal à cette ancienne carrière est empêché par une barrière et le site est clôturé par une clôture 3 fils.  Un chemin longe le front sud.  La vérification par sondage de la clôture a permis de constater que globalement la clôture semble présente sur le périmètre du site mais est par endroit détériorée.  Des panneaux d'information censés prévenir des dangers de cette ancienne carrière sont apposés sur cette clôture par contre toutes les inscriptions sont effacées.  En tête de front il existe un merlon de protection qui s'est végétalisé naturellement, mais ce dispositif n'est pas continu sur l'ensemble des fronts, en particulier sur les fronts de grande hauteur.</p>

**Écart à corriger suite à l'inspection du 27/04/2022 :**

La société Lafarge doit vérifier et réparer la clôture pour empêcher l'accès au site qui présente des dangers et remplacer les panneaux signalant le danger, panneaux qui doivent pouvoir être visibles en tout point de la clôture.

**Réponse de l'exploitant mail du 11/05/2022 :**

Suite à votre visite le 27 avril 2022 et votre courrier en date du 29 avril 2022, nous avons mis en place un nouveau panneautage tout autour de la carrière. Quarante panneaux ont été positionnés à intervalle régulier sur les poteaux de la clôture. Vous trouverez en pièce jointe une photo pour exemple.

**Constats lors de l'inspection du 12/09/2023 :**

L'inspection a constaté la présence d'enrochements et de stocks de matériaux mis en place au niveau de l'entrée principale de la carrière et de l'entrée donnant accès à l'ancienne installation de traitement de matériaux.

L'inspection a constaté par sondage la présence de la clôture périphérique et des nouveaux panneaux signalant le danger. Toutefois sur certaines portions la clôture est de nouveau pour partie détériorée notamment au niveau des accès à la carrière.

Il n'y a pas de panneaux signalant le danger et interdisant l'accès au niveau de l'entrée du site.

Sur le site l'inspection note :

- des traces de circulation de motos,
- des traces liées à la fréquentation de chasseurs, à priori pour des essais de tir de carabine ;
- un tag récent réalisé sur une portion de fonts très karstifié et considéré par l'étude fondasol PR.GFDT.22.0018 du 23/01/2023 (cf point de contrôle suivant) comme présentant un aléa de chute de blocs et écailles pouvant intéresser des volumes significatifs, plurimétriques, liés à un découpage et une fragilisation par ces plans,
- l'absence de signalement de dangers à l'intérieur du site à proximité des zones dangereuses.

**Écart à corriger :**

L'exploitant doit s'assurer que l'accès au site et à toute zone dangereuse soit interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent.

L'exploitant doit compléter le signalement du danger conformément aux dispositions de l'article 13 de l'AM du 22/09/1994, par des pancartes placées sur le ou les chemins d'accès, le long de la clôture périphérique et aux abords des zones dangereuses.

L'exploitant doit mettre en place la surveillance prévue par l'article 8.1.4 afin de s'assurer du bon état de la clôture, des dispositifs empêchant la pénétration sur le site et des panneaux.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** proposition de mise en demeure

### N°3 : Stabilité des fronts et sécurisation du site

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 9.1.9.5
<b>Thème(s) :</b> Autre, Stabilité des fronts et sécurisation du site
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 8.1.9.5 Fin d'exploitation En fin d'exploitation la remise en état, telle que décrite ci-avant, est achevée. De plus, les constructions tels que massifs d'ancrage, rampe d'accès, silos, installations diverses.... sont démantelées et rasées. Les fronts de taille et les talus sont mis en sécurité. Ils sont purgés de tout élément instable, quelle que soit sa dimension. En partie sommitale des fronts de taille et sans discontinuité, un dispositif durable, que l'on ne puisse franchir involontairement, est mis en place afin d'éviter une chute (merlon de protection, enrochements rapprochés, buisson d'épineux dense, ... etc.). Une inspection détaillée des fronts doit par ailleurs être réalisée par un cabinet géotechnique spécialisé pour déterminer les risques d'instabilité à long terme et les aménagements spécifiques à mettre en œuvre pour assurer la pérennité du site et la sécurité des personnes en fonction de l'usage futur. Des panonceaux mentionnant le danger seront par ailleurs disposés à intervalles réguliers. Ces dispositifs destinés à prévenir un franchissement involontaire seront particulièrement soignés le long du chemin de randonnée. L'emprise de la carrière sera débarrassée de tous les vieux matériels, objets et matériaux divers, déchets qui pourraient s'y trouver. Ils seront traités et éliminés comme des déchets conformément aux termes du titre 5 « Déchets » ci-avant. La remise en état devra être terminée six mois après l'arrêt définitif de l'exploitation et en tout état de cause avant l'échéance de la présente autorisation, sauf dans le cas où une nouvelle demande d'autorisation de poursuivre l'exploitation aura été sollicitée.
<b>Constats lors de l'inspection du 27/04/2022 :</b>  La société LAFARGE, considérant que la carrière n'a pas été exploitée depuis près de 50 ans et que la végétation a repris ses droits, propose de ne pas réaliser la remise en état prévue par l'arrêté du 02/07/2021, excepté les opérations de mise en sécurité et d'évacuation des déchets.  L'inspection note que la carrière semble avoir été arrêtée sans aucune opération de remise en état. En particulier : <ul style="list-style-type: none"><li>• le carreau supérieur est encombré par de nombreux blocs disposés anarchiquement,</li><li>• les fronts ne sont pas sécurisés ;</li><li>• il subsiste des constructions en ruines, massifs d'ancrage, reste d'installation de traitement... qui doivent être démantelés et rasés ;</li><li>• il subsiste une piste en partie revêtue qui doit être supprimée ;</li><li>• des ravines ont été creusées dans d'anciens remblais par les eaux pluviales, il ne semble pas y avoir d'émissaire pour l'évacuation des eaux pluviales qui semble s'évacuer par le chemin d'accès ;</li><li>• Une opération d'évacuation des déchets a été menée dans le cadre du dépôt de la notification mais il subsiste des déchets éparpillés sur le site ;</li><li>• ...</li></ul> <u>Écart à corriger :</u> Cf point de contrôle n°1, la société Lafarge doit respecter les modalités de réaménagement prévue par l'arrêté du 02/07/2022 ou déposer une demande de modification de l'arrêté d'autorisation du 02/07/2021 sur la base d'un projet de réhabilitation du site.  Concernant la sécurisation du site, l'inspection confirme que les dispositions de l'article 8.1.9.5 concernant la mise en sécurité des talus et la purge des fronts de tout élément instable, la mise en place d'un dispositif durable en tête de front sans discontinuité pour empêcher son franchissement, l'inspection détaillée des fronts par un géotechnicien pour déterminer les risques

d'instabilité à long terme et les aménagements spécifiques à mettre en œuvre pour assurer la pérennité du site et la sécurité des personnes ... doivent être respectées.

**Réponse de l'exploitant mail du 06/03/2023 :**

Suite à votre visite de la semaine dernière à Baixas, vous trouverez ci-joint l'étude géotechnique réalisée par Fondasol ainsi que le rapport du suivi des recommandations mises en place suite à cette étude.

**Constats lors de l'inspection du 12/09/2023 :**

L'étude géotechnique réalisée par la société FONDASOL (rapport PR.GFDT.22.0018 du 23/01/2023) correspond à une étude de diagnostic de stabilité des fronts de taille de la carrière du Quintou.

Les investigations ont consisté en la réalisation d'une reconnaissance géologique du site et une analyse de l'état de stabilité.

Cette étude confirme la présence de fronts de grande hauteur.

Fondasol considère en conclusion que la stabilité « en grand » des fronts apparaît assurée.

Cependant quelques éboulements relativement récents et des masses potentiellement instables ont été observés, en particulier dans la partie Est du site où la roche est fragilisée par une karstification importante.

Fondasol préconise la mise en place de dispositifs de protection.

Cette étude ne répond pas complètement à la prescription de l'article 8.1.9.5 de déterminer les risques d'instabilité à long terme et les aménagements spécifiques à mettre en œuvre pour assurer la pérennité du site et la sécurité des personnes en fonction de l'usage futur.

L'inspection a constaté par sondage la mise en place des dispositifs de protection proposés par l'étude Fondasol (merlons rehaussés, mise en place de piège à cailloux, accès condamné).

L'inspection a constaté par sondage les opérations de remise en état suivantes :

- regroupement des blocs sur le carreau supérieur ;
- évacuation des constructions en ruines, massifs d'ancrage, reste d'installation de traitement constatés lors de l'inspection du 27/04/2022 ;
- suppression de la piste en partie revêtue ;
- reprise des ravines creusées dans d'anciens remblais par les eaux pluviales ;
- évacuation des déchets éparpillés sur le site (bien que de nouveaux déchets semblent avoir été déposés).

Observation : Le mémoire prévu à l'article R.512-39-3 (cf point de contrôle n°1) devra confirmer la réalisation de l'ensemble des travaux de mise en sécurité et des dispositions prévues par l'article 8.1.9.5 de l'arrêté du 02/07/2021.

Écart à corriger :

L'étude Fondasol doit être complétée pour déterminer les risques d'instabilité à long terme et les aménagements spécifiques à mettre en œuvre pour assurer la pérennité du site et la sécurité des personnes en fonction de l'usage futur.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** proposition de mise en demeure